

politique d'appui et d'adhésion systématique aux décisions de l'OPANO. Le commissaire des pêches de la CE, M. Manuel Marin, avait alors dit à l'OPANO que la CE se soucierait de la préservation des lieux de pêche.

Toutefois, lors de cette réunion de l'OPANO, la CE n'a pas donné suite à son engagement. Au lieu, la CE a voté contre le moratoire sur la morue du secteur 3L et s'est abstenue de voter sur la plupart des propositions concernant le total des prises admissibles (TPA) et les quotas. La CE doit maintenant décider si elle va respecter les mesures de conservation de l'OPANO ou s'y opposer et continuer à surpêcher.

Le 6 octobre, j'ai annoncé que nous avons pris un certain nombre de nouvelles mesures contre l'exploitation exagérée des lieux de pêche par les pays étrangers. Premièrement, le Canada continuera de défendre son point par des contacts avec des ministres européens. C'est ce que j'ai fait lors de ma dernière visite en Europe, lors de laquelle j'ai eu des entretiens avec le ministre principal allemand des Pêches, M. Ignaz Kiechle, le ministre principal français responsable des pêches, M. Michel Delebarre, le ministre français qui préside le Conseil des pêches de la CE, M. Jacques Mellick, et le ministre français du Commerce, M. J.-M. Rausch.

Je leur ai expliqué la gravité de la situation, la priorité donnée à ces questions par le Canada et fait appel à leurs pays pour aider la CE à changer sa politique et à adhérer aux décisions de l'OPANO. Le gouvernement allemand s'est montré sympathique à notre cause, mais n'a pas pris d'engagement. Le gouvernement français est allé plus loin et dit qu'il chercherait à aider le Canada sur la question de la surexploitation des lieux de pêche par la CE.

Le lancement d'une campagne d'information publique en Europe est une autre des mesures prises par le Canada. Par cette campagne, nous cherchons à montrer aux preneurs de décisions en Europe la contradiction qu'il y a entre ce que font les flottilles de pêche espagnole et portugaise et ce que la CE s'est engagée à faire, selon ses dires. La campagne vise essentiellement à montrer aux Européens quelque chose d'eux-mêmes que très peu d'entre eux connaissent, c'est-à-dire l'irresponsabilité et le caractère destructeur de leurs activités de pêche dans la région du Nord-ouest de l'Atlantique.

En conséquence, j'ai commencé ma dernière visite en Europe en me rendant à Londres pour rencontrer quelques-uns des principaux journalistes européens et me faire interviewer par eux. Le message que je leur ai livré était simple : la CE devrait cesser de surexploiter les lieux de pêche et devrait se soumettre aux décisions de l'OPANO. J'ai donné trois raisons pour cela, trois raisons que nous répéterons inlassablement tout au long de notre campagne d'information publique.